UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE

FORCE OUVRIERE

Déclaration de l'Assemblée Générale des syndicats de l'Union Départementale FO de l'Eure du 17 octobre 2023 à Pont-Audemer

Réunis le 17 octobre 2023 en Assemblée Générale à Pont-Audemer, les syndicats FO de l'Eure ont débattu de la situation sociale dans le département, mais aussi nationale et internationale qui est de plus en plus préoccupante, car elle accentue de facto les inégalités et entraine des drames humains.

L' Assemblée Générale de l'UD FO de l'Eure condamne toutes les guerres et les actes terroristes que ce soit au Proche-Orient, en Ukraine et dans tous les pays où les peuples sont agressés. Elle appelle aux cessez- le feu immédiat, à l'arrêt des hostilités et à l'établissement des conditions assurant aux populations de vivre en sécurité et d'accéder aux besoins fondamentaux (soins, alimentation, logement). Elle rappelle que les victimes sont principalement les populations civiles, les travailleurs et leurs familles dont beaucoup d'enfants. Pour l'assemblée générale le slogan *« Pain, Paix, Liberté »* est plus que jamais d'actualité.

L'assemblée générale de l'UD FO de l'Eure apporte son soutien aux travailleuses et travailleurs dans le monde entier qui se battent pour leurs droits, leur liberté et pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. Elle soutient également tous les syndicats FO qui sont à l'initiative pour défendre les intérêts particuliers, matériels et moraux des salariés actifs, chômeurs et retraités de ce pays.

L'assemblée générale de l'UD FO de l'Eure apporte son soutien aux personnels de l'Education nationale et aux syndicats FO de l'enseignement une nouvelle fois confrontés à la barbarie vendredi 13 octobre avec l'assassinat de leur collègue Dominique Bernard et avec l'agression de 3 personnels du lycée d'Arras, trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie. Elle affirme avec ses syndicats qu'attaquer un professeur, c'est attaquer l'Ecole et ses agents qui ont plus que jamais besoin du soutien et de la protection de toute son administration accordés trop souvent avec les plus grandes difficultés. Les écoles doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas.

Au niveau national, face aux politiques d'austérité imposées par les pouvoirs publics, soutenus par le patronat, qui cassent nos services publics républicains, l'emploi public et privé, notre protection sociale collective, nos droits et nos acquis, qui accentuent la précarité et les inégalités, l'Assemblée Générale réaffirme qu'il est urgent d'organiser le rapport de force efficace, par la grève, jusqu'à satisfaction de nos revendications.

L'assemblée générale rappelle son attachement à la liberté d'action et d'expression et à l'indépendance syndicale inscrites dans la Charte d'Amiens. Elle s'oppose à toute volonté d'instrumentalisation et/ou de récupération politique de l'action syndicale.

L'assemblée générale réaffirme son attachement à la négociation collective et s'oppose au dialogue social et à la concertation privilégiés par les pouvoirs publics et dictés par leurs politiques ultra-libérales, ayant comme seul objectif, dans leur entreprise, d'associer les organisations syndicales à la casse de nos droits et de nos acquis.

Le conflit sur les retraites du 1er semestre a vu des millions de salariés du public comme du privé, des jeunes, des retraités se mobiliser pour refuser le nouveau recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans et la casse des régimes spéciaux. Malgré les 14 journées de mobilisation, le gouvernement est passé en force pour imposer sa contre-réforme qui nous emmène progressivement vers la retraite des morts.

Face à un gouvernement dogmatique, l'assemblée générale réaffirme son opposition à cette contre-réforme qui aura de graves conséquences notamment sur les travailleurs en leur confisquant à nouveau deux années de vie en bonne santé et en impactant l'emploi des plus jeunes notamment. **Cette loi doit être immédiatement abrogée comme toutes les contre-réformes précédentes subies par les travailleurs depuis 1993, pour revenir au plus vite à la retraite à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisations pour tous et le retour aux 10 meilleures années dans le secteur privé.**

Le gouvernement veut maintenant ponctionner une partie des excédents de l'AGIRC/ARRCO (retraites complémentaires de 17 millions de salariés) pour financer les retraites et pensions. C'est l'argent des travailleurs que les pouvoirs publics veulent s'approprier. Pour l'assemblée générale ceci est inacceptable.

Les travailleurs, les jeunes, les retraités, les sans-emplois de ce pays subissent de plein fouet les

ravages de l'inflation, de la cherté de la vie et de la baisse du pouvoir d'achat. Les spéculateurs n'hésitent pas à profiter de cette crise pour engranger des profits records. Il est impératif que le gouvernement et le patronat répondent à NOS revendications salariales.

C'est pourquoi l'Assemblée générale des syndicats FO de l'Eure rappelle ses revendications :

- l'augmentation significative et immédiate des salaires et leur indexation sur l'inflation et refuse que la réponse à l'inflation consiste à remplacer l'augmentation du salaire de base et du salaire différé par des chèques et primes divers, le partage de la valeur, l'actionnariat salarié, etc.

- l'augmentation de 10 % du point d'indice dès maintenant dans la Fonction Publique et l'ouverture immédiate de négociations pour le rattrapage des 27 % de pouvoir d'achat perdu ces 20 dernières années,

- la revalorisation immédiate de 10 % des retraites et des pensions,
- l'octroi d'un coup de pouce de 10 % des minima sociaux, notamment la revalorisation du SMIC à 80 % du salaire médian,

- l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, rappelant l'exigence de voir aboutir dès maintenant sa revendication : *« à travail égal, salaire égal ! »*

- l'arrêt des attaques contre notre salaire différé permettant le financement de notre protection sociale collective, notamment les exonérations de cotisations sociales qui de surcroît sont octroyées sans contreparties en matière d'augmentation de salaire et de maintien de l'emploi,

- l'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé et des suppressions de postes dans les 3 versants de la Fonction publique,

- les moyens nécessaires pour que les agents puissent exercer leur mission de service public, considérant qu'il n'y a pas de République sans services publics présents sur l'ensemble du territoire,

- face au dérèglement climatique, le renforcement des services publics et notamment celui du service public de l'environnement, de l'aménagement, du logement, des transports et de la météorologie,

- un système de soins de santé de haut niveau avec les personnels nécessaires pour les hôpitaux et les structures médico-sociales,

- l'abrogation de la loi sur les retraites MACRON/BORNE de 2023 et le retour au départ à la retraite à 60 ans pour tous avec 37,5 annuités de cotisations ainsi que des 10 meilleures années dans le secteur privé.

- le maintien de l'ensemble des régimes de retraites existant et notamment du Code des pensions civiles et militaires ainsi que de l'ensemble des régimes de retraite.

- la défense de l'assurance chômage contre toute contre-réforme remettant en cause les droits et le niveau d'indemnisation des demandeurs d'emploi.

- l'arrêt de l'expérimentation du RSA rénové dans les départements pilotes (dont l'Eure fait partie) prévue dans la cadre du projet de loi « Plein emploi » avec la création de France Travail. L'assemblée générale considérant qu'être au chômage ou au RSA n'est pas un choix,

- l'arrêt des attaques contre nos libertés individuelles et collectives, notamment contre les libertés syndicales revendiquant entre autre l'abrogation de toutes les contre-réformes affaiblissant les moyens de défense des travailleurs (lois travail, loi de représentativité, loi de modernisation des services publics, 3DS dans la Fonction Publique, …).

Pour l'Assemblée générale de l'UD FO de l'Eure, face à cette offensive ultra-libérale cherchant à imposer toujours plus d'austérité, il est urgent d'amplifier le rapport de force, y compris par la grève interprofessionnelle reconductible, pour stopper toutes ces attaques contre nos droits et nos acquis.

L'assemblée générale de l'UD FO de l'Eure invite ses syndicats FO à réunir ses adhérents, et plus largement les travailleurs dans les entreprises et les agents et contractuels dans les administrations afin de mettre en discussion cette question de l'amplification du rapport de force nécessaire pour obtenir satisfaction des revendications.

L'assemblée générale appelle ses syndicats à faire du développement syndical un objectif prioritaire. Plus nous serons nombreux au sein de la Cgt Force Ouvrière, plus nous pourrons organiser le véritable rapport de force en faveur de notre classe, la classe ouvrière !

Pour l'Assemblée Générale des syndicats de l'Union Départementale FO de l'Eure, plus que jamais, à tous les niveaux, nous sommes déterminés à résister, à revendiquer et à agir efficacement pour gagner sur NOS revendications !

Pont-Audemer, le 17 octobre 2023
Adoptée à l'unanimité